



HAL
open science

Les bakroman abidjanais dans la dynamique de l'intégration urbaine

Katja Ploog

► **To cite this version:**

Katja Ploog. Les bakroman abidjanais dans la dynamique de l'intégration urbaine. Education et sociétés plurilingues, 2001. halshs-03321770

HAL Id: halshs-03321770

<https://shs.hal.science/halshs-03321770>

Submitted on 18 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les *bakroman* abidjanais dans la dynamique de l'intégration urbaine

Katja PLOOG

L'autrice racconta il suo incontro con alcuni abitanti del dipartimento di Abidjan, in Costa d'Avorio. L'omonima città, da mezzo secolo a questa parte passata da centro periferico di scarsa importanza a zona metropolitana di riferimento per l'Africa Occidentale, ci permette di osservare praticamente in diretta un cambiamento linguistico nel pieno del suo svolgimento. Partendo da una situazione complessa, in cui le lingue parlate erano circa sessanta alle quali bisognava sommare gli idiomi delle popolazioni immigrate dai paesi circostanti, la dinamica urbana ha generato all'interno di Abidjan una sua propria identità linguistica fondata sulla lingua dei colonizzatori, il francese, che resta comunque l'unica lingua ufficiale della Costa d'Avorio. Ne abbiamo raccolto alcune testimonianze attraverso la voce dei ragazzi di strada di Abidjan.

The author describes her encounters with some of the inhabitants of Abidjan (Ivory Coast). Field work in a city such as Abidjan, which half a century ago was a village on the edge of a lagoon and has become West Africa's major metropolis, gives one the opportunity to observe language change as if it were taking place under your very eyes. Starting from a highly plurilingual situation, with about sixty local languages added to those spoken by the many immigrants coming from neighboring countries, the urban dynamics have produced an original linguistic identity around the former colonial language, French, which remains the only official one in the Ivory Coast. The most representative population of these dynamics are the "street children" of Abidjan.

Images de la dynamique urbaine

Dans ces quelques pages, je voudrais esquisser ma rencontre avec une partie de la population abidjanaise. Le terrain d'étude qu'est la ville d'Abidjan – passée du hameau en bordure de lagune au statut de métropole-phare de l'Afrique de l'Ouest en un demi-siècle – offre l'occasion d'observer un changement linguistique quasiment en direct. A partir d'une situation hautement plurilingue aux débuts de sa croissance, avec une soixantaine de langues locales en plus de celles parlées par la très importante population immigrée des pays alentours, la dynamique urbaine a généré une identité propre autour de l'ancienne langue coloniale, le français, unique langue officielle du pays jusqu'à ce jour. Doté d'un prestige inégalé, le français restait réservé à une minorité privilégiée de la population pendant la période coloniale; puis, les masses, aussi hétérogènes que peu instruites, à la fois dans le besoin de communiquer et soumises à la compétition urbaine, l'ont plébiscité comme langue véhiculaire principale, qui a étendu son emprise progressivement, jusque dans les familles. L'appropriation du français par une communauté émergente a provoqué des restructurations à tous les niveaux de la langue (Ploog, 1999).

Le recueil d'un corpus oral (dans le cadre d'une enquête linguistique visant à établir les contours des pratiques du français les plus éloignées de la norme standard) m'a permis d'approcher les pratiques du français les plus éloignées de la norme véhiculée par l'école. La population représentant le mieux cette dynamique – récente et détachée des circuits institutionnels – était ce qu'il est convenu de nommer les *enfants de la rue*, ou *des rues*. Le terme "enfant" comprend ici les jeunes de moins de quinze ans, âge limite d'accès aux centres d'accueil pour enfants de la rue (la plupart d'initiative missionnaire); la moyenne d'âge de ma population d'enquête se situe entre douze et treize ans. Leur mode d'existence est la conséquence directe de la mutation des modes de vie provoquée par l'urbanisation, facteur majeur de la dilution des structures sociales anciennes, familiales comme ethniques, qui menace ces enfants, tout en leur permettant de subsister.

Eux-mêmes se nomment "*bakroman*". Dérivé du diula *wa* (dormir) et *kro* (foyer), et de l'anglais *man* (homme), la dénomination désigne ainsi "celui qui *dort* hors du foyer". A deux reprises, ils nous ont cependant signalé que depuis peu, les *bakroman* ne s'appelleraient plus ainsi désormais, mais enfants de la montagne (tel quel, en français).

Enfants d'Abidjan

Voici quelques exemples d'enfants rencontrés dans les centres d'accueil pour enfants de la rue à Abidjan (tous les prénoms ont été modifiés).

Romeo a passé son enfance à Anono (1), avec ses deux parents. Son père est chauffeur, sa mère vend au marché, où Romeo l'aidait souvent. Son cursus scolaire s'est arrêté au CE1 (2). Il parle sa langue, le *diula* (du groupe mande nord), surtout à la maison, mais parfois aussi avec les camarades diula. Néanmoins, aujourd'hui il dit parler mieux le français. A quinze ans, il n'a plus "envie" d'habiter chez ses parents.

Roland a été scolarisé jusqu'au CP2 (en Côte d'Ivoire, le cours préparatoire s'étend sur deux ans: CP1 et CP2). Il se souvient un peu de la langue ethnique de sa mère, le *nzima* (*kwa*), mais, ne vivant pas chez elle, il ne la pratique plus. Il n'a jamais appris la langue de son père, le *gere* (kru). Roland a été élevé chez son père, un militaire, à Yopougon, mais quand il a commencé à boire et à le frapper, Roland s'en est allé. Aujourd'hui, à treize ans, il a déjà passé deux ans dans la rue.

Anderson a treize ans lui aussi. Il est arrivé du Libéria avec sa mère, après la mort du père il y a neuf ans. Il a grandi à Port-Bouët. Bien que jamais scolarisé, il ne parle que le français, ne connaît pas sa langue ethnique, le *jakuba* (mande sud). Quand sa mère décède à son tour, il a neuf ans et doit alors se débrouiller seul.

Moussa a regagné Abidjan tout seul il y a trois mois – pour se retrouver en prison au bout d’une semaine. Il a huit ans. Sa mère est à l’intérieur du pays, à Daloa; elle semble bien soulagée de ne plus avoir à s’occuper de Moussa, qu’elle ne pouvait, de fait, plus assumer.

Lorsque je les interroge, tous disent être fatigués de la vie dans la rue. Un an après mon enquête, je retrouve Moussa au centre, qui m’apprend que Roland est rentré chez son père, tandis que Romeo et Anderson sont repartis dans la rue, après s’être reposés pendant quelques temps au centre d’accueil.

Enfants dans la rue vs. bakroman

Que signifie se retrouver “dans la rue”, dans une société où une bonne partie de la vie se déroule dans la rue? Lorsque l’on demande à des commerçants, artisans ou habitants d’un quartier s’ils connaissent des endroits de rassemblement des enfants de la rue, ils nous envoient au carrefour le plus proche. Sur place, rien, à part quelques enfants qui jouent devant la cour familiale ou à côté du commerce des parents, qui, à leur tour, nous renvoient là d’où l’on vient. Tout le monde en voit partout, mais il n’est pas aisé de les retrouver – puisqu’ils ne se distinguent guère des autres enfants pendant la journée. Cela semble d’autant plus curieux que les seuls comptages officiels effectués ont été réalisés durant la *journée*; ainsi, l’UNICEF aboutit à un total d’environ 14 000 enfants de la rue pour la seule ville d’Abidjan. Selon les estimations de Médecins du Monde, au contraire, leur nombre ne dépasserait pas cinq cents (3). La forte médiatisation du phénomène et l’enjeu des subventions aux programmes de réinsertion peuvent expliquer en partie la genèse du “mythe” des *enfants de la rue*. Ils existent pourtant, et le fait qu’ils soient moins nombreux que les chiffres ne le prétendent n’enlève rien à la gravité de leur situation.

Après les journalistes, qui ont fait connaître la détresse de ces enfants au grand public, citoyens, églises et ONG (organisations non gouvernementales) des horizons les plus divers se sont mobilisés pour pallier l’urgence. Les enfants eux-mêmes ont vite compris que leur condition était monnayable: pour un “jeton”, ils sont prêts à raconter aux microphones tout ce qu’on attend d’eux – et un enquêteur n’est que trop facilement assimilé aux journalistes. Il est souvent délicat de discerner la réalité parmi la foule de représentations fantaisistes qui accompagnent le phénomène. Mais si les *bakroman* constituent ainsi un public particulièrement difficile à appréhender, ceci tient plus à l’exploitation médiatique et socio-politique que le phénomène a déclenchée qu’à des raisons de sécurité, souvent évoquées. Le fait qu’ils soient moins nombreux que les chiffres ne le prétendent n’enlève rien à la gravité de leur situation.

Les *bakroman* paraissent très lucides de l'image qu'ils donnent à la société – sales, vauriens, menteurs, voleurs – bref, des petits hors-la-loi, dangereux pour le bon citoyen. Or, ces attributs “lucratifs”, qui les amusent parfois et les rallient souvent, les dérangent presque toujours. Il n'est que trop facile d'imputer cette image au discours moralisateur de certains centres d'accueil; de fait, les enfants souffrent de leur liberté autant qu'ils en profitent. Qu'ils soient orphelins, mal traités ou qu'ils osent simplement vivre une aventure jusqu'au bout, leur “choix” est un agglomérat de leur monde imaginaire, fonction de leur âge, et du monde réel, fonction des conditions sociales qui les entourent: ils sont autant victimes et "paumés" que rebelles et profiteurs. Pour reprendre le chiffre avancé par l'UNICEF, il y a actuellement plus de 14 000 enfants abidjanais qui *risquent* de se retrouver à la rue.

A propos du foyer

Si les *bakroman* dorment "hors du foyer", la plupart d'entre eux ne sont pas orphelins. Généralement, au moins un parent proche réside sur l'une des dix communes de l'agglomération abidjanaise (4). Il est vrai cependant que les ravages causés par le SIDA (voir Garenne, 1995) commencent à se faire sentir dans la structure des familles. Les enfants sont les premiers à en faire les frais, en se retrouvant seuls après le décès du seul parent.

La forte mixité ethnique d'Abidjan se retrouve chez les enfants de la rue; si les deuxième et troisième générations d'immigrés constituent aujourd'hui la moitié de la population d'Abidjan, leur proportion n'est pas plus élevée parmi les enfants de la rue que parmi les écoliers de la même génération. A cet égard, il serait d'ailleurs plus pertinent d'établir une distinction entre les *urbanisés* de plus ou moins longue date, que de distinguer ressortissants nationaux et étrangers, car le changement de vie est tout aussi considérable que le migrant arrive d'une région rurale ou d'un pays voisin. La langue ethnique n'a plus qu'une place marginale dans le quotidien abidjanaise; presque tous les enfants y grandissent aujourd'hui parlant français (la variabilité des usages que cette étiquette recouvre dépasse le cadre de cet article; notons cependant que l'intercompréhension avec un francophone non local pose de nombreux problèmes). L'inefficacité du système scolaire ivoirien reste néanmoins entière: autant les rythmes que les programmes se sont avérés inaptes à endiguer l'échec scolaire (Lepape, 1986). L'enfant de la rue “moyen” a suivi la scolarité habituelle pendant deux ou trois ans seulement, jusqu'à s'en décourager, faute de soutien ou de temps.

Les enfants de la rue sont généralement issus de milieux sociaux économiquement faibles; le niveau bas des ressources induit une précarité certaine dans la vie des familles et en favorise la décomposition (Tera,

1988). La majorité des parents exerce un "petit métier", tel que la vente de vaisselle plastique ou de beignets, la confection de vêtements, la réparation de pneus (Touré, 1985, de Miras, 1988); on trouve néanmoins aussi des enfants de militaires ou de fonctionnaires de la poste. Il est vrai que les deux-tiers de la population abidjanaise appartiennent à ce milieu.

La journée de travail des parents commence à l'aube. Les chemins pour gagner le lieu de travail sont longs, le salaire (s'il y en a) est variable selon les mois, le budget familial se gère au jour le jour. Bien souvent, les enfants participent directement à l'activité professionnelle des parents; sinon, ceux-ci se déchargent très tôt sur les filles aînées pour assurer la bonne marche du foyer (lessive, ménage, cuisine), ce qui peut expliquer que la quasi-totalité des enfants de la rue soient des garçons. Dans ce contexte, la famille constitue pour l'enfant beaucoup plus une charge (de travail) qu'un réconfort: la situation est certes plus ou moins dure à la maison, mais c'est surtout leur autonomie réelle qui leur permet de prendre cette liberté. Sans même savoir lire ou calculer, ils ne se trompent guère sur la monnaie. Il est probable qu'un grand nombre d'enfants cherche l'aventure en quittant le domicile parental. Selon les cas, leur fuite est temporaire, sporadique, ou définitive.

S'appropriation de la ville

La maturité relative des *bakroman* fait souvent oublier qu'il ne s'agit malgré tout que d'enfants, inconscients des dangers que comporte leur terrain de jeu, la voie publique. Le défi est celui d'un repas, d'une pièce, la reconnaissance des pairs. Ils apprennent très vite les règles de ce jeu. Leur grande mobilité frappe l'observateur: traverser toute l'agglomération ne leur pose aucun problème, que ce soit pour retrouver des pairs dans un autre quartier, rendre visite à la famille, ou bien rejoindre le centre d'accueil de leur choix. Quasiment toute la ville est quadrillée par les enfants. Le seul secteur où – apparemment – il n'en existe pas semble être la Riviera, l'un des quartiers résidentiels de Cocody. Leurs lieux de rassemblement ont différentes fonctions. Pendant la journée, ce sont les carrefours et les lieux de passage en général qui les attirent: gares routières, marchés, maquis (restaurants populaires) en sont des exemples significatifs. La nuit, un problème tout autre se pose pour eux: la sécurité. Les enfants dorment généralement en groupe pour être moins vulnérables, que ce soit dans des lieux animés, comme devant la mosquée de Treichville, ou dans des cachettes plus ou moins connues, des pas de porte ou immeubles abandonnés.

Comment les enfants choisissent-ils "leur" secteur? Lorsqu'il s'agit d'un véritable choix, c'est souvent l'activité professionnelle associée à un

quartier. Mais dans un premier temps, la plupart des enfants restent dans le quartier du domicile parental ou du lieu de rassemblement le plus proche de celui-ci. Ils peuvent garder un contact plus ou moins serré avec leur famille: nous avons rencontré Meda (dont la mère habite à Marcory) sur le carrefour Solibra, à Marcory également. Meda passe quelques jours et nuits dans la rue avec les amis, puis rentre chez lui pendant quelques temps – pour réapparaître dans la rue ensuite; lui n’a pas besoin des centres.

Sortir de la rue

Il existe dans l’agglomération plus d’une dizaine de centres d’accueil qui accueillent les enfants de la rue. Les projets les plus nombreux sont axés sur l’urgence: permettre aux enfants de quitter la rue. La quasi-totalité des centres d’accueil est financée par des oeuvres religieuses de différentes origines, et s’insèrent ainsi dans une logique de charité missionnaire. La part consacrée aux offices religieux est très variable, mais non négligeable dans certains cas. Certains centres dispensent en outre un enseignement de base des techniques de lecture et de calcul, auquel participent également des enfants non scolarisés vivant dans leurs familles mais ayant une activité professionnelle pour la plupart. La capacité de ces centres est très variable – souvent, le désir d’accueillir les enfants en détresse prime par rapport aux limites de l’infrastructure. L’équipement matériel des centres que j’ai visités est très convenable; les locaux sont simples, ainsi que le mobilier, mais toujours fonctionnels et traités avec respect. Chaque enfant a son casier avec ses affaires personnelles – en réalité, le plus grand nombre ne possède pas plus d’un ou deux rechanges vestimentaires.

L’encadrement des enfants est assuré par une équipe composite (étudiants, infirmiers, religieux, bénévoles, éducateurs à proprement parler). Selon les centres et les périodes, on compte jusqu’à plus de vingt enfants pour un éducateur, ce qui peut expliquer la nécessité d’une autorité affirmée. Ils ont pour mission de gérer la vie collective des enfants, d’arbitrer les “palabres”, de faire régner l’ordre. La plupart des intervenants se perçoivent comme de véritables travailleurs sociaux, en se montrant à l’écoute des problèmes individuels et, avant tout, en leur (ré-)apprenant les règles fondamentales de la vie en société: hygiène corporelle, honnêteté, respect des règles communes. Le principe fondamental de fonctionnement du centre est la participation de tous aux tâches ménagères, qui ponctuent la journée en dehors des classes d’alphabétisation matinales. L’après-midi, les activités sont plus diversifiées et vont de la télévision, des travaux manuels aux sorties en ville: comme les éducateurs sont conscients du changement de vie que représente l’arrivée au centre pour les enfants de la rue, ils autorisent ces sorties – à petites doses et de façon très réglementée.

L'hygiène corporelle régulière et une alimentation saine sont très fréquemment mises en avant par les enfants comme argument en faveur d'un séjour en centre. Les enfants se plient sans discussion à l'autorité des éducateurs, même s'ils peuvent oublier la consigne reçue aussitôt après. En effet, le règlement intérieur reste très contraignant pour l'enfant, qui compte y retrouver surtout des nuits calmes – et les camarades. Entre eux, ils gardent les mêmes schèmes de fonctionnement que dans la rue: groupuscules solidaires, partage, négoce, dettes, jalousies, palabres, bagarres. Au sein de la structure d'accueil, ces interactions sont souvent discrètes, dissimulées ou déguisées, mais toujours présentes. S'il est fréquent que les enfants s'échappent du centre en dehors des sorties autorisées – le temps d'une cigarette, d'une petite quête, ou d'une simple promenade – on ne leur pardonne guère une fugue prolongée: les petites fuites entraînent une punition, puis le pardon, les vraies fuites sont sans retour, car le centre les refusera par la suite. Le cas échéant, l'enfant rejoindra alors un autre centre, parfois sous un nom différent.

Ainsi, la durée d'un séjour au centre est extrêmement variable, allant de quelques jours à quelques années: le temps de consolider la situation de l'enfant, le temps de retrouver sa famille, le temps de renouer des liens. Mais la quasi-totalité des projets ciblant les enfants de la rue ne propose que la reconduction, à moyen terme, en famille – ce qui n'est pas toujours une solution satisfaisante pour l'enfant. Peut-être trouve-t-on là une explication au très grand nombre de récidivistes de fuites (des centres comme de la famille) parmi les *bakroman*.

Quel modèle de groupe?

Les groupes stables sont très rares – pour la majorité d'entre eux, l'observateur retient une impression de hasard des rencontres. Le caractère profondément précaire de leur existence semble empêcher des formations plus durables. La taille des groupes peut varier d'un jour à l'autre: d'une part, les rafles policières viennent détruire régulièrement l'organisation établie, les départs en centres d'accueil s'ensuivent; d'autre part, un groupe est composé d'un petit noyau de personnes autour desquelles gravitent généralement des "satellites", enfants qui n'appartiennent pas au groupe à proprement parler, mais qui passent une partie de leur temps avec celui-ci. Puis, il existe un certain nombre d'enfants itinérants, sans groupe, que l'on rencontre successivement dans plusieurs quartiers, comme satellites de plusieurs groupes. Au sein du groupe formé, on constate la présence d'une hiérarchie: tous acceptent le principe d'une autorité centrale, la contestation fréquente n'est généralement qu'une affaire de conflit entre personnes.

Le nombre de personnes dormant dans la rue ne se limite pas aux quelques 500 enfants de la rue présumés: d'une part, les vendeurs de produits agricoles dorment habituellement aux alentours des marchés, le temps d'écouler leur stock, d'autre part, les jeunes de plus de quinze ans – qui ne bénéficient guère des programmes de réinsertion – composent la part principale de la population de rue (5). Ces gens peuvent, dans certains cas, constituer une famille de substitution. Les dangers encourus sont nombreux pour les enfants de la rue, qui forment le maillon le plus faible de la société abidjanaise. Ainsi, dans la logique traditionnelle de la hiérarchie de l'âge, l'autorité des aînés est respectée et confère en même temps une certaine protection aux plus jeunes. Le vocabulaire de rue qui s'est développé en témoigne: un jeune fraîchement arrivé s'en remettra aux recommandations du "vieux père", son aîné doté d'une expérience certaine de la rue, qui l'appellera "fiston". La hiérarchie la plus marquée que j'ai pu observer était celle d'un groupe au Plateau: Joël, d'une vingtaine d'années (dont quelques-unes passées dans la rue), revendiquait le monopole décisionnel pour les plus petits. Face aux personnes étrangères il affirmait le caractère moral de cette organisation. Or, les petits nous ont appris que Joël les faisait travailler pour son compte – tout comme dans grand nombre de familles, où le chef de famille encaisse le solde du travail des autres membres de la famille pour le redistribuer à sa guise. Il arrive également que les grands obligent les plus jeunes à acheter de la "marchandise" au-dessus de leurs moyens, pour provoquer l'endettement et par voie de conséquence la dépendance des petits. Mais le "racket" n'est pas toujours aussi organisé: presque partout les enfants se plaignent des grands qui leur volent les gains de la journée pendant qu'ils dorment.

Dans le contexte des Etats-Unis des années vingt, Thrasher (1927) identifiait une zone urbaine spécifique où il situait la formation notamment des *gangs*. Cette zone était décrite comme formant un *interstice* entre le centre urbain (*loop*, à Chicago) et les zones adjacentes. En tant que lieu de passage, de transition, ce lieu avait donné naissance à des cultures spécifiques, trouvant expression dans un mode vestimentaire, genre musical ou artistique en général. A Abidjan, on retrouve ces éléments de cultures interstitielles dans le *nouchi*, premier argot abidjanais, dont Kouadio (1990) situe la naissance dans les quartiers populaires du centre au début des années 80, ou le *zouglo* (à partir de 1991 environ), mouvement artistique musical, dont les paroles puisent essentiellement dans les procédés *nouchi*. Ces modes d'expression possèdent une valeur communicative essentiellement identitaire, qui ne peut être tenue pour représentative des interactions quotidiennes ordinaires (non marquées).

Il est intéressant de constater que la démarcation par un code linguistique propre est basée, entre autres, sur une création lexicale spécifique, dont l'une des tendances caractéristiques est l'hybridation (Lafage 1998, Tschiggfrey 1995). En effet, la culture des *bakroman* se distingue de celle des gangs décrits par Thrasher: la plupart de ceux-ci se définissent à partir du critère ethnique, et le rejet (quasi-général) des gangs est social et raciste. Si le groupe d'origine fournit un prétexte à la discrimination, ce n'est ni le seul ni le plus fréquent: à Abidjan, je n'ai rencontré qu'un seul exemple de groupe homogène sur le plan de l'origine ethnique (des Jakuba basés à Treichville) et aucun groupe constitué sur critère national. Deux critères semblent valables pour toutes les formations existantes: celui de l'âge et celui de l'activité exercée.

Travail et santé du *bakroman*

Dans l'organisation de leur quotidien, nombreux sont ceux qui exercent une activité plus ou moins régulière, à leur propre compte ou pour quelqu'un d'autre. Parmi les activités indépendantes, se trouvent notamment les menus services, rémunérés au bon vouloir du client: aller chercher les taxis ou laver les pare-brises sur les carrefours, garer et surveiller des voitures, porter les bagages des clients dans une gare routière ou les achats au marché, ramasser du plastique ou des bouteilles vides consignées ou cirer les chaussures dans la rue; à partir d'un investissement minimum, ils créent leur propre espace professionnel. Les gains restent très variables et aléatoires, avec une moyenne située entre 500 et 1000 FCFA par jour (100 FCFA = 1 FF). Les activités "salariées" sont moins diversifiées, moins bien rémunérées, mais également moins contraignantes pour l'enfant: par exemple, les femmes des maquis embauchent les petits pour faire la vaisselle; la rémunération journalière est généralement fixée à 100 FCFA en plus d'un repas complet (de restes: *ngolo*). A ce niveau, l'économie populaire spontanée (de Miras, 1988) est si bien intégrée à la société abidjanaise qu'elle est à son tour productrice d'activité, dont les *bakroman* assurent la part infantile.

D'autres n'envisagent pas de travailler, notamment les plus jeunes. Ils se nourrissent grâce à la mendicité: ils *essent*, comme ils disent, ils "demandent l'argent" aux passants et sur les carrefours. Parfois ils parviennent à ramasser jusqu'à 5 000 FCFA dans une journée, ce qui reste toutefois très exceptionnel; la moyenne de gains ne dépasse pas quelques centaines de FCFA, ce qui leur permet de couvrir leurs besoins quotidiens, en nourriture essentiellement. Un caractère très "à court terme" ressort des réflexions dont ils m'ont fait part. Il n'est cependant guère étonnant que des enfants de cet âge-là ne pensent pas à leur avenir, et encore moins à une

carrière (connaissent-ils seulement le mot?). Le jeu de la rue les satisfait pendant un certain temps.

Il serait certainement exagéré d'affirmer que les *bakroman* sont mieux nourris que les autres enfants. Ils disposent cependant d'un budget assez important, dont ils déterminent eux-mêmes la destination: bonbons, arachides, *gaaba* (gâteau), *attieke* (semoule de manioc), *poki* (glace à l'eau), *aloko* (banane plantain frite) sont autant de friandises qu'ils peuvent s'offrir de temps à autre. Même, ils n'hésitent pas à se payer des aliments considérés comme un luxe (les volailles, par exemple), que d'autres enfants de la même catégorie sociale ne connaissent guère dans leur quotidien. Jamais nous n'avons entendu un enfant se plaindre d'avoir le ventre vide (à part pour mendier, s'entend). En dehors de la nourriture quotidienne et parfois d'un vêtement, leur budget part dans des consommations qu'eux-mêmes estiment souvent superflues: sucreries, cigarettes – et drogues. Cette attitude dépensière vient du fait que les excédents réalisés certains jours disparaissent au plus tard durant la nuit, où ils se font fréquemment dépouiller par d'autres habitants de la rue.

L'hygiène corporelle constitue un problème majeur pour les *bakroman*. S'il y a lieu, la douche se fait au moyen de quelques sachets d'eau potable, achetés au coin de la rue. L'insalubrité chronique des endroits qu'ils fréquentent ne les aide guère à soigner leur apparence. S'ils ont la plupart du temps conscience de leur saleté, ils n'ont généralement pas une motivation suffisante pour y remédier. Les maladies recensées par les travailleurs sociaux et médecins en témoignent: des plaies purulentes à la gale, jusqu'aux infections intestinales, en passant par des furoncles et des vers. Presque tous se plaignent de toux et de problèmes respiratoires (qui peuvent d'ailleurs être prétexte à se faire administrer des antibiotiques, facilement revendables...). Des cas de tuberculose ont été signalés, l'occurrence des maladies sexuellement transmissibles augmente rapidement à partir de l'adolescence.

La cigarette, socialement moins acceptée qu'en Europe, est très répandue parmi les enfants de la rue, ainsi que la marijuana. Mais la drogue la plus courante parmi les petits (et la plus dévastatrice sans aucun doute) reste le diluant, appelé *delay*, vendu en petites boîtes peu coûteuses, qui servent au groupe entier pendant quelques jours. D'une part, le diluant leur sert d'anxiolytique, car les dangers (réels) de la nuit sont une source d'angoisse pour tous. D'autre part, certains prétendent qu'ils parviennent mieux à mendier sous l'effet du diluant – en effet, les yeux rouges et le nez qui coule leur donnent un aspect assez pitoyable. Le crack a fait son apparition à Adjamé, mais reste peu courant chez les petits. Ils connaissent néanmoins

la “poudre blanche” (cocaïne) dont se servent certains grands. Selon les *bakroman* de Marcory, il existe une dame asiatique à Treichville qui fournit les petits, et qui, lorsqu’ils se font arrêter par la police, paie la caution pour les libérer. Cependant, les drogues classiques demeurent trop coûteuses dans l’ensemble pour être consommées par cette population.

Les rafles policières représentent un autre danger pour les *bakroman*. Ces interventions, visant à déloger les enfants de leur point de chute, se pratiquent au cours de la nuit et se déroulent de façon assez violente – à cause d’un commissaire zélé, ou parce que leur présence est souvent ressentie comme gênante pour le bon citoyen. Au final, certains se retrouvent avec une épaule déboîtée ou un bras cassé, d’autres au commissariat, sinon en prison; quelques-uns courent suffisamment vite pour échapper aux policiers. En saison de rafles, les centres d’accueil ont tendance à se remplir.

Paroles de *bakroman*

En tant que purs produits de la compétition urbaine, les *bakroman* incarnent la dynamique linguistique qui l’accompagne. L’évolution abidjanaise va vite, et eux sont jeunes. Vivant sur la voie publique et aux alentours des marchés, ils sont les défenseurs par excellence de la langue véhiculaire, que leurs parents et grands-parents avaient besoin de s’approprier comme langue seconde en arrivant en ville.

Ce qui fait l’originalité de ces jeunes, c’est leur utilisation quasi-exclusive du français, qui a étendu son emprise jusque dans les interactions familiales; comme les écoliers de la même génération, ils refusent de se reconnaître dans les langues “ethniques”, qui leur paraissent plus encombrantes qu’enrichissantes. En outre, les résidus de maîtrise de la langue maternelle dont disposent certains ne sont plus guère alimentés dans le cas des *bakroman*, qui se trouvent en situation de rupture familiale. Le français devient la normalité, il ne se “nomme” pas, d’ailleurs.

Il va de soi qu’ils partagent des codes socio-langagiers, y compris les expressions et termes spécifiques référant à la réalité de la vie dans la rue. Mais ils les partagent en grande partie avec les autres habitants des rues, et ne constituent qu’un sous-groupe de cette population: plutôt qu’une communauté, les *bakroman* composent un groupe de pairs. En tant que tel, ils possèdent un vécu commun original, dont le corollaire est le *réseau* sociolinguistique, relié à d’autres réseaux. Comme le français est leur seule langue, le vernaculaire, que l’impact du groupe de pairs fait émerger, se bâtit églement avec les ressources du français.

Dire qu'ils utilisent le "français" soulève aussitôt la question des contours de leur parler: bien que locuteurs *a priori* illégitimes, ils ne sont que peu sensibles à la norme. En effet, la variabilité des pratiques observées est impressionnante; le réajustement du modèle linguistique – qui est souvent encore le *pidgin* des années 70 (Hattiger, 1983) – en direction de la norme ne se fait guère.

La diversité de leurs contacts linguistiques, avec la masse hétérogène peu instruite et avec le monde de la petite délinquance, engendre une langue "de tous les jours" (Blanche-Benveniste, 1990) d'une part très variable, d'autre part dominée par le français. Les plus scolarisés sont à la fois les plus sensibles à la norme (comme le montrent les autocorrections) et disposent de l'éventail de formes le plus large; les plus jeunes semblent les moins sensibles à la norme, et pourtant la variabilité de leurs productions est aussi importante que chez les plus grands.

En creux d'une Afrique plurilingue, solidement installée dans la diglossie coloniale, il existe une frange de la population ivoirienne qui ne parle plus que le français: la jeune génération d'Abidjanais natifs, qui ont été décrits ici sous les traits de leurs représentants les plus fragiles, les *bakroman*. Mais tout comme le nombre d'enfants en danger à Abidjan, qui dépasse largement les quelques cinq cents individus dénombrés par Médecins du Monde, la dynamique linguistique abidjanaise ne se limite pas aux seuls *bakroman*.

Notes

- (1) Ancien village devenu quartier précaire de la commune la plus riche de l'agglomération, Cocody; cf. note 4 pour l'inventaire des communes abidjanaises.
- (2) Cours Élémentaire (enfants de 8 ans).
- (3) Le projet d'intervention de Médecins du Monde est axé sur le quadrillage des rues des dix communes de l'agglomération, entre 20h et 2h du matin, condition nécessaire pour trouver les enfants de la rue.
- (4) Au centre: Plateau, Treichville, Adjamé, Attécoubé, Marcory; Cocody (très étendu, du centre à la périphérie), Koumassi, Yopougon, Port Bouët, Abobo.
- (5) Un portrait magnifique de cette population est proposé dans le film d'Eliane de Latour, *Bronx-Barbès* (sur les écrans depuis fin 2000).

Bibliographie

BLANCHE-BENVENISTE, Claire. 1990. *Le français parlé. Etudes grammaticales*. Paris: CNRS (coll. "Sciences du langage").

- GARENNE, Michel, *et al.* 1995. *Conséquences démographiques du Sida en Abidjan*. Paris: Etudes du CEPED 10.
- HATTIGER, Jean-Louis. 1983. *Le français populaire d'Abidjan: un cas de pidginisation*. Abidjan: Publication de l'ILA 87.
- KOUADIO, Nguessan Jérémie. 1990. "Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère?", pp. 373-383 in Chaudenson (ed.), *Des langues et des villes*.
- LAFAGE, Suzanne. 1998. "Hybridation et "français des rues" à Abidjan", pp. 279-291 in Queffelec (ed.), *Alternances codiques et français parlé en Afrique*.
- LEPAPE, Marc. 1986. "Les statuts d'une génération: les déscolarisés d'Abidjan entre 1976 et 1986". *Politique Africaine* 24: 104-112.
- MIRAS, Claude de (ed.). 1988. *Le secteur informel: une notion forte ou un concept mou? La fausse question. Pratiques sociales et travail en milieu urbain*. Bondy: ORSTOM.
- PLOOG, Katja. 1999a. *Le premier actant en abidjanais. Contribution à la syntaxe du non-standard*, Thèse de doctorat, Université Bordeaux 3.
- TERA, Kalilou. 1988. "L'éducation des enfants dans les grandes cours communes d'Abidjan", in UNICEF, *Enfants et femmes d'Afrique occidentale et centrale* 5/6: 15-19.
- THRASHER, F.M. 1927. *The gang*. Chicago: Chicago Univ. Press.
- TOURE, Abdou. 1985. *Les petits métiers à Abidjan: l'imagination au secours de la conjoncture*. Paris: Karthala.
- TSCHIGGFREY, Thomas. 1995. "Procédés morphologiques de néologie dans un corpus de chansons zougou en français". *LINX* 33: 71-78.